



[www.alliance-education-citoyennete-planetaire.org](http://www.alliance-education-citoyennete-planetaire.org)

## LE PROJET DE L'AECP

L'Alliance pour une Education à la Citoyenneté Planétaire rassemble des personnes qui souhaitent garantir la présence de l'éducation au développement durable et à la citoyenneté planétaire lors des COP sur le climat.

En 2014, des pédagogues, des responsables d'association, des universitaires et des politiques ont créé le **Collectif « Paris-éducation 2015 »** et sont arrivés à la conclusion de la nécessité d'une profonde transformation des systèmes éducatifs pour préparer les jeunes à conduire la transition vers des sociétés écologiques et solidaires. Le dérèglement climatique n'est aujourd'hui qu'une des manifestations d'un bouleversement plus général touchant l'ensemble des relations entre les personnes, entre les sociétés, entre l'humanité et la biosphère. A l'occasion de la COP 21, le Collectif a publié un « **Manifeste pour une éducation à la citoyenneté planétaire** » [www.paris-education2015.org](http://www.paris-education2015.org) qu'il entend pérenniser et promouvoir et a obtenu la première journée thématique sur l'éducation pour affirmer que les sociétés du monde ne parviendront pas à faire face au réchauffement climatique par des mesures politiques, juridiques, économiques ou techniques si celles-ci ne s'accompagnent pas en même temps d'une refonte radicale des systèmes éducatifs.

**Nous sommes à un point de rupture de la planète**, à un moment de l'histoire où les changements climatiques et leur cortège de drames humains (réfugiés, sécheresses, inondations, vulnérabilité accrue de la production alimentaire...) croisent d'autres crises. Crise du modèle économique prédateur des ressources et de la finance internationale qui fait les uns scandaleusement riches et confine beaucoup d'autres dans l'extrême pauvreté ; crises et conflits de plus en plus exacerbés entre groupes de populations, entre cultures et identités, entre autochtones immigrés et réfugiés ; crise des institutions internationales chargées de faire émerger le bien commun ; crise du modèle démocratique et du progrès social pour tous et, enfin, crise éthique de la vision d'un avenir commun. De crise il n'y en a qu'une, elle est multidimensionnelle. Nous n'avons plus le choix. Dans ce contexte, une profonde mutation est nécessaire pour combiner les enjeux sociaux, économiques, écologiques et culturels. Pour atteindre le développement durable, les solutions technologiques, les réglementations politiques ou les instruments financiers ne suffisent pas. Il faut changer notre façon de penser et d'agir. L'éducation est un des leviers les plus puissants qui soient pour opérer, dans le savoir, les valeurs, les compétences, les comportements et les styles de vie, les changements nécessaires pour espérer ensemble un mode de vie viable ainsi que pour garantir la paix et la démocratie.

**L'éducation à la paix et à la non violence** est une composante essentielle d'une démarche de développement durable. Les Nations Unies la définissent comme « un ensemble de valeurs, attitudes, comportements et modes de vie qui rejettent la violence et préviennent les conflits en s'attaquant à leurs racines par le dialogue et la négociation entre les individus, les groupes et les

états ». L'intégration de cette éducation à l'école apparaît nécessaire face aux messages d'agressivité et de compétition qui tendent à saturer la culture ambiante (TV, media...). Il n'y a pas de développement humain sans paix de même que la paix suppose que les droits humains et le respect de l'environnement soient garantis et mis en œuvre. C'est une éducation qui passe par la pratique, apprendre à résoudre les conflits qui font partie intégrante de la vie humaine, dans tous les domaines de la vie, école, vie sociale, milieu de travail, entreprises, territoires et quartiers. Cette éducation devrait constituer une priorité des systèmes éducatifs, intégrer des valeurs de solidarité et de coopération plutôt que de compétition, rejoignant ainsi l'éducation à la citoyenneté internationale, à la citoyenneté planétaire ainsi que le respect de l'environnement au sens large.

**La jeunesse est au cœur même de la vision et de l'édification d'un avenir plus durable**, cette génération qui doit à la fois faire face aux conséquences du développement non durable d'aujourd'hui et supporter le poids du développement non durable de demain. Les jeunes représentent une part importante des sociétés de consommation et les habitudes qu'ils prennent aujourd'hui auront une incidence sur les modes de consommation de demain. Les amener à agir localement mais avec toute la conscience des conséquences globales de leurs actes, comment de simples gestes quotidiens peuvent avoir des conséquences néfastes pour la planète et les hommes qui y vivent (désertification, famine, pauvreté...) et comment ils doivent réfléchir à leurs choix. La jeunesse a le pouvoir d'accélérer la transition et de lui donner une plus grande ampleur.

**Mais, comment faire des jeunes des acteurs clés de la transition écologique économique et sociale ?** Cela nécessite qu'ils soient formés à ces enjeux et qu'ils prennent conscience de leur urgence. Susciter la prise de conscience, libérer la parole et donner les instruments pour trouver des solutions. En confiant des responsabilités aux jeunes, l'école peut développer l'esprit d'engagement pour la transition écologique : simulations de négociations sur le climat à l'occasion des COP, projection dans une économie collaborative qui induit un changement de paradigme sur l'idée de posséder, campagnes de mobilisation dénonçant des investissements aux conséquences néfastes pour l'environnement, propositions formulées par les jeunes ensuite débattues au conseil municipal ou départemental et participation à leur mise en œuvre au niveau local. Cette prise de conscience doit ouvrir sur l'appropriation de comportements responsables. Redonner espoir aux jeunes, leur faire prendre conscience que, partout dans le monde, des solutions existent, que chacun a sa place dans le changement social. Et pour cela les mettre au cœur du système éducatif. Mobiliser les jeunes, les rendre autonomes et responsables, leur faire prendre des initiatives, les amener à s'engager dans des actions concrètes sur leur territoire, stimuler leur innovation, puiser dans leur créativité et leur détermination pour trouver des solutions novatrices et applicables au territoire, écouter leurs propositions contribuant à un développement plus harmonieux de la planète et plus respectueux de tous les êtres humains et les amener à les réaliser.

S'intéresser au développement urbain et à la qualité de la vie, à la protection de la nature et au développement local, à l'interdépendance des pays, tous ces thèmes n'ont de sens qu'au regard de la capacité à agir concrètement. Ce n'est pas dans l'abstraction que peut se construire la sensibilisation au développement durable mais bel et bien dans la **confrontation avec le réel**. Le lien est intime, à travers l'approche territorialisée, entre éducation à la citoyenneté locale et éducation à la citoyenneté planétaire. **La formation «par le concret»** suppose un enracinement des programmes éducatifs dans un contexte, un territoire, ce qui suppose une coresponsabilité avec les autorités publiques locales, les institutions éducatives, les jeunes et d'autres acteurs locaux (entreprises, services publics, associations, universitaires...) dans sa conception et sa mise en œuvre. Si l'école introduit l'apprentissage, le territoire permet son perfectionnement, son illustration, voire sa mise en œuvre dans le cadre de projets communs avec les partenaires locaux dans et hors temps scolaire. Les idées portées par la jeunesse peuvent prendre forme dans la mesure où des bailleurs de fonds et partenaires techniques et financiers sont prêts à les soutenir.

L'expérience montre que les jeunes qui bénéficient de cette nouvelle forme d'enseignement acquièrent les **qualités recherchées par le monde du travail** : sens des responsabilités, capacité à travailler en équipe, capacité d'initiative, approche globale des problèmes, capacité à mobiliser des connaissances disciplinaires au service d'un projet d'ensemble.

**Notre objectif** est d'engager, dans divers pays, des partenaires de l'Education nationale, des ONG, des collectivités territoriales et des entreprises sociales à participer ensemble à une recherche action en mettant en place une démarche participative et collaborative autour de questions socialement vives comme le climat, les migrations climatiques, l'éducation à la paix, des modes de vie durables, en faisant des jeunes des acteurs clés de la transition écologique, économique et sociétale. Pour cela,

- **constituer des laboratoires d'idées territoriaux** rassemblant ces divers partenaires afin d'avoir une vision systémique des situations en prise directe sur les territoires,
- **amener les jeunes à s'engager dans des actions concrètes à l'échelle locale**, régionale, leur permettre de présenter leurs initiatives et partager leurs opinions sur des plateformes en ligne et les faire participer à des rencontres internationales,
- **passer d'une addition d'innovations locales à une stratégie de transition globale** par la mutualisation et l'échange d'expériences afin de promouvoir une éducation orientée vers la transition.

Beaucoup de recherches ont déjà été effectuées dans le cadre de l'UNESCO, de l'OCDE/CERI, de l'Union européenne, d'expérimentations nationales. Elles nous ont donné les grandes lignes de cette éducation ( interdisciplinarité, analyse systémique, partenariat, éducation au territoire, apprentissage par l'action...) . mais cette éducation reste trop souvent l'apanage de quelques personnes motivées. Nous avons l'intention d'**analyser les conditions de réussite** de cette éducation. Chaque pays, représenté par un point focal, organiserait deux rencontres par an, l'une pour lancer la recherche et l'autre pour recueillir les données afin de les analyser et en tirer les éléments essentiels en vue d'écrire des propositions. Une rencontre plénière internationale annuelle permettrait de mutualiser ces recherches.

Dans **une démarche « bottom-up »**, nous partons de l'analyse d'expériences réussies sur le terrain, de réalités concrètes et chaque fois spécifiques mais qui vont nous amener à penser la complexité : en effet, petit à petit des invariants se dégagent qui se situent au niveau de la manière d'aborder la réalité plutôt qu'au niveau de l'énoncé de lois universelles. Et ce que l'on peut dégager de l'échange d'expériences ce ne sont pas des recettes universelles mais **des principes directeurs pour l'action**, des processus reproductibles d'élaboration collective de solutions adaptées à chaque contexte et proposés aux institutions. Le changement ne résulte pas d'une démarche « descendante » mais d'un aller-retour permanent entre action et réflexion, entre approche locale et approche globale, entre l'expérience et la construction du savoir. Par une mise en réseau au niveau d'un territoire et par la mise en place d'une démarche participative, les enseignants jouent un rôle actif de promoteur de leur propre formation. Il s'agit pour eux de passer de l'idée d'une formation continue à celle d'une formation permanente par la recherche.

La question de la transition joue maintenant un **rôle fédérateur** pour tous ceux qui se soucient de penser autrement la ville, l'économie, la société, la gouvernance. Et l'éducation est notre levier ! Par l'adhésion à des valeurs, l'acquisition de connaissances et l'apprentissage de pratiques de participation à la vie publique, elle doit interroger la conscience. Et nous, nous avons fait le pari de la jeunesse.

Pour l'AECP, Maryse Clary,

Maître de conférences honoraire, Université de Provence

Jacqueline Charron secrétaire de l'association « Les Amis de Circée »